

Arrêté préfectoral autorisant la société Basf Coatings SAS à exploiter ses installations de production de résines et peintures sur le territoire de la commune de Breuil-le-Sec

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 03 décembre 1992, 21 décembre 1993, 06 avril 1994 et 06 juin 1996 délivrés à la société Basf Peintures et Encres l'autorisant à exploiter ses installations de fabrication de peintures et d'encres sur le territoire de la commune de Breuil-le-Sec ;

Vu le dossier du 11 avril 2008 présenté par la société Basf Coatings SAS en vue de mettre à jour les prescriptions qui lui sont applicables ;

Vu l'étude de dangers du mois d'août 2009 et ses divers compléments présentés par la société Basf Coatings SAS ;

Vu le rapport et les propositions en date du 16 novembre 2009 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 18 novembre 2009 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 03 décembre 2009 ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 21 décembre 2009 ;

Considérant que les arrêtés préfectoraux susvisés réglementant les activités de la société Basf Peintures et Encres se distribuent désormais entre les sociétés Basf Coatings SAS, Basf Color Solutions et Flint Group France ;

Considérant que les dispositions de ces arrêtés préfectoraux ne sont plus adaptées aux installations exploitées par ces trois sociétés ;

Considérant par conséquent que les dispositions applicables à ces trois sociétés doivent être mises à jour dans des arrêtés préfectoraux propres à chacune des sociétés dans les formes prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par ces arrêtés préfectoraux doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, et d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société Basf Coatings SAS dont le siège social est situé zone industrielle de Breuil-le-Sec - 60676 Clermont Cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, à exploiter les installations de fabrication de résines et de peintures situées à l'adresse précitée.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code de travail, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

ARTICLE 3 :


En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le pétitionnaire et de quatre ans à compter de l'affichage pour les tiers.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Breuil-le-Sec, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 21 janvier 2010

pour le préfet,
et par délégation,
le secrétaire général,


Patricia WILLAERT

ANNEXE I

Liste des articles

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	3
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	7
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION	8
CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT	8
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	8
CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS	8
CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	9
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	9
TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT	10
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	10
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	10
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	10
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	10
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	10
CHAPITRE 2.6 CONTROLES	11
CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	11
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	12
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	12
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET	12
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	18
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	18
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	18
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	19
TITRE 5 - DECHETS	22
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION	22
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	24
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES	24
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	24
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS	24
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	25
CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES	25
CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	25
CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	27
CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES	28
CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	29
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	31
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	35
CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE	35
CHAPITRE 8.2 ATELIER A140	35
CHAPITRE 8.3 BATIMENT B210	36
CHAPITRE 8.4 UTILITES	36
CHAPITRE 8.5 ATELIER A235	36
CHAPITRE 8.6 MAGASINS C210 ET D210	36
CHAPITRE 8.7 LOCAL DE STOCKAGE DE SOLIDES INFLAMMABLES	37
CHAPITRE 8.8 LOCAL DE STOCKAGE DE PEROXYDES V255	37
CHAPITRE 8.9 ZONE DE STOCKAGE VRAC B115	37
CHAPITRE 8.10 INSTALLATIONS DE DECHARGEMENT DE PRODUITS DANGEREUX	38
CHAPITRE 8.11 RESERVOIRS DE STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES	38
CHAPITRE 8.12 ZONES DE STOCKAGE EXTERIEURES B105 ET C130/C150	39
CHAPITRE 8.13 CHAUFFERIES A235 ET E317	39
CHAPITRE 8.14 ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS	39
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	40

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE -----	40
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE -----	40
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS -----	42
CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES-----	43
TITRE 10 - ECHEANCES -----	43

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Définitions :

Les termes « installation », « établissement », « plate forme chimique » repris dans le présente arrêté sont définis comme suit :

- une **installation** correspond à une unité technique située à l'intérieur d'un établissement où peuvent se trouver différentes installations ;
- un **établissement** est considéré comme l'ensemble des installations relevant d'un même exploitant, situées sur un même site, y compris leurs équipements et activités connexes ;
- une **plate forme chimique** correspond à un ensemble d'établissements et peut comporter différents exploitants.

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société BASF COATINGS SAS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées dans la présente annexe, à exploiter sur le territoire de la commune de BREUIL LE SEC, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Article 1.1.2.1. Suppression de prescriptions

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 3 décembre 1992, 21 décembre 1993, 6 avril 1994, 12 octobre 1994 et 6 juin 1996 réglementant l'exploitation par la société BASF Peintures et Encres de ses installations de fabrication de peintures et d'encres, du 27 janvier 2004 imposant à la société BASF COATINGS SAS la mise en œuvre de mesures de prévention de la légionellose et du 2 mai 2006 autorisant la société BASF COATINGS SAS à réorganiser les installations de l'atelier A140 sont supprimées.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions de la présente annexe s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les rubriques applicables à l'ensemble de l'établissement sont listées dans le tableau ci-dessous.

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Valeurs des paramètres de classement	Classement
1131.2	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 2. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 200 t → A	Total site : 150 tonnes dont 100 tonnes maximum dans le magasin D210.	1131.2.b A

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Valeurs des paramètres de classement	Classement
1131.1	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 1. Substances et préparations solides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 5 t mais inférieure à 50 t → D	Total site : 5 tonnes	1131.1.c D
1172	Dangereux pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées, nominativement ou par famille, par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t → A	Total site : 200 tonnes	1172-2 A
1173	Dangereux pour l'environnement -B- toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées, nominativement ou par famille, par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 t → AS	Total site : 2 000 tonnes	1173-1 AS
1185.2	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés 2. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920 La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction → D	Installation d'extinction automatique au gaz (FM200) au bâtiment D341 : 325 kg	1185.2.b D
1190.1	Emploi ou stockage dans un laboratoire de substances ou préparations très toxiques ou toxiques visées par les rubriques 1100 à 1189. La quantité totale de substance ou préparations très toxiques ou toxiques, y compris des substances toxiques particulières visées par la rubrique 1150 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 kg → D	Total site (réparti dans les laboratoires des bâtiments B215 et D341) : 310 kg	1190.1 D
1212.1	Peroxydes organiques (emploi et stockage) 1. Peroxydes organiques et préparation en contenant du groupe de risques Gr1 et Gr2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t → AS	A140 : 1 t B210 : 0,8 t V255 : 10 t Total site : 11,8 t	1212.1 AS
1212.4	Peroxydes organiques (emploi et stockage) 4. Peroxydes organiques et préparation en contenant du groupe de risques Gr2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 25 kg mais inférieure ou égale à 1 500 kg → D	Au bâtiment C210 : 1,5 t	1212.4.b D
1431	Liquides inflammables (fabrication industrielle de, dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration) → A	1 colonne de distillation de solvants sales au bâtiment A140 : le volume susceptible d'être présent dans la colonne étant de 1 t.	1431 A

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Valeurs des paramètres de classement	Classement
1432.1	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : c) supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B → AS	Total B100 : 3 000 t Total B200 : 300 t Total C100 : 4 000 t Total C210 : 3 000 t Total D210 : 5 600 t Total D300 : 100 t TOTAL site : 16 000 t	1432.1.c AS
1433-A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : A – Installations de simple mélange à froid : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t → A	Total A140 : 34 t Total A235 (station de lavage) : 1 t Total atelier CC : 160,3 t Total atelier ECO : 457,5 t Total atelier ECR/O : 540,7 t TOTAL site : 1 194 t	1433.A.a A
1433-B	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : B – Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t → A	Total A140 : 168 t Total B210 : 128 t Total laboratoire résines B215 : 0,1 t TOTAL site : 296, 1 t	1433.B.a A
1434.1	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage, de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 1 m ³ /h mais inférieur à 20 m ³ /h → D	Installation de chargement de véhicules type chariots automoteurs : 10 m ³ /h	1434.1.b D
1434.2	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation → A	Total B115 : 60 m ³ /h Total B210 : 10 m ³ /h TOTAL site : 70 m ³ /h	1434.2 A
1450.2	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 1 t → A	Total D210 : 60,1 t Total B210 : 0,6 t TOTAL site : 60,7 t	1450.2.a A
2260.2	Broyage, concassage, criblage, ... de substances végétales et de tous produits organiques naturels 2. Autres installations que celles visées au 1 : a) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW → A	Total atelier ECC : 443,5 kW Total atelier ECO : 960,20 kW Total atelier ECR : 1782,30 kW Total laboratoire ECO : 19,88 kW Total laboratoire ECR/TC : 8,80 kW Total laboratoire ECR/TD : 2,20 kW Total Training Center : 5 kW TOTAL site : 3 222 kW	2260.2.a A
2640	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de) : 2. Emploi La quantité de matière utilisée étant : a) supérieure ou égale à 2 t/j → A	Total B210 : 42 t/j Total site : 42 t/j	2640.2.a A
2660	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération)	Total A140 : 61 t/j Total site : 61 t/j	2660 A

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Valeurs des paramètres de classement	Classement
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 1 000 m ³ → A	Total A100 : 15 m ³ Total A200 : 6 m ³ Total B115 : 605 m ³ Total B215 : 1 m ³ Total D210 : 1 000 m ³ Total E238 : 125 m ³ TOTAL site : 1 752 m ³	2662.a A
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW → D	Bâtiment A235 : Chaudière fluide thermique fonctionnant au gaz naturel : 1 MW 2 chaudières fioul/gaz fonctionnant au gaz naturel (5,9 MW + 9,3 MW) 1 chaudière de secours fonctionnant au fioul : 4,6 MW Total considéré (hors chaudière de secours) : 16,2 MW Bâtiment E317 : 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel (2 x 5,9 MW) Total considéré : 11,8 MW	2910.A.2 D
2915	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) Supérieure à 1 000 l → A	Total A140 : 6 000 l Total site : 6 000 l	2915.1.a A
2920.2	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa : 2. Dans tous les autres cas : a) supérieure à 500 kW → A	V255 : 1 groupe froid : 30 kW E320 : 3 compresseurs : 225 kW D341 : 1 compresseur : 334 kW B225 : 3 compresseurs : 500 kW B215 : 2 groupes froid : 226 kW + 10 kW B210 : 2 compresseurs : 3 kW + 0,75 kW B210 : 1 groupe froid : 96 kW B169 : 1 compresseur : 1,75 kW A140 : 2 groupes froid : 189 kW + 6,7 kW Total site : 1 622 kW	2920.2.a A
2921.1	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air : 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW → A	A140 : 1 tour aéroréfrigérante : 2 400 kW Total site : 2 400 kW	2921.1.a A
2921.2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air : 1. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé » → D	B210 : 1 tour aéroréfrigérante : 836 kW Total site : 836 kW	2921.2 D
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Local A210 : 20 kW Local B268 : 80 kW Local dans le bâtiment C210 : 80 kW Local dans le bâtiment D210 : 180 kW Total site : 360 kW	2925 D

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Valeurs des paramètres de classement	Classement
2940.2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile, ...) : 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est : a) Supérieure à 10 kg/j → A	B215 : 100 kg/j D341 : 300 kg/j D345 : 150 kg/j Total site : 550 kg/j La consommation de solvant est inférieure à 150 kg par heure et 200 tonnes par an. <u>Nota :</u> Les installations suivantes sont associées au procédé d'application : Bâtiment D341 : Brûleurs fonctionnant au gaz naturel : 3,5 MW Bâtiment D345 : Brûleurs fonctionnant au gaz naturel : 1,6 MW	2940.2.a A

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration)

L'établissement est classé « AS » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
BREUIL LE SEC	n° 14, 15, 16, 22, 23, 60, 68, 78, 83, 86, 131, 132, 149, 150, 151, 157, 170, 186, 191 Section ZC01

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Les installations de l'établissement couvertes par le présent arrêté comprennent notamment :

- un atelier de fabrication de résines (A140) ;
- un atelier de fabrication de peintures (B210) composé des ateliers ECR Pigmentés, ECR Incolore, ECO Solvantés et ECO WBL ;
- un atelier de fabrication de peintures ECO WBL (A235) ;
- un magasin de stockage de produits finis (C210) ;
- un magasin de stockage de matières premières (D210) comprenant également des zones de pré-batching et des locaux techniques ;
- un local de stockage de peroxydes organiques (V255) ;
- un stockage vrac de matières premières (B115) ;
- un stockage vrac de fioul notamment (A125) ;
- un stockage vrac de monomères (B105) ;
- un stockage vrac de matières premières (solvants, additifs, ...) et d'intermédiaires (C130/C150) ;
- un stockage d'emballages (palettes et fûts) (D110) ;
- des cabines d'application de peintures (D341, D345, B215) ;
- des laboratoires (au sein des bâtiments B215, D341) ;
- des bâtiments administratifs (dont A220, A240, C220 et W260) ;
- deux chaufferies (A235, E317).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet de la présente annexe, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de la présente annexe, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si les installations n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes. Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

Il est donné acte à la société BASF COATINGS SAS de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement de BREUIL LE SEC (Référence de l'étude de dangers : août 2009).

Cette étude des dangers est actualisée au plus tard pour le 31 décembre 2013 et à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement, tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une demande d'autorisation. La demande d'autorisation, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et l'acte attestant de la constitution de ces garanties financières, est adressée au Préfet.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- un plan à jour du site ;
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-75- et R512-76 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres de déchets
13/12/04	Arrêté relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement
10/05/00	Arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
25/07/97	Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CHARTE PLATE-FORME

Des conventions de services (dont une charte spécifique aux aspects Hygiène, Sécurité et Environnement de l'ensemble du site) précisent les relations entre les différents exploitants de la plate forme et notamment :

- la fourniture des utilités aux différentes parties (y compris en situation dégradée) ;
- l'étendue des prestations de services (y compris sûreté, secours, eau incendie et gestion des effluents) ;
- l'assistance mutuelle en cas de sinistre ;
- la communication et la diffusion dans chacune des entreprises des informations relatives aux risques technologiques auxquelles elles sont réciproquement soumises ainsi que de leurs effets potentiels ;
- la prise en compte de ces informations dans la diffusion et la gestion de l'alerte, la formation et les équipements de protection des personnels ;
- une gestion prévisionnelle de l'espace visant pour les extensions et nouvelles implantations à limiter l'exposition des personnels des autres entreprises de la plate-forme ;
- la coordination de mise en cohérence des plans de secours.

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 CONTROLES

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions des articles L514-5 et L514-8 du code de l'environnement, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopinée ou non, des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation initial,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les plans tenus à jours.

Ce dossier, ainsi que tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces derniers documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les dépoussiéreurs...).

En particulier, les installations suivantes sont équipées de dépoussiéreurs :

- le réseau d'aspiration de poussières de l'atelier ECR Pigmentés ;
- le réseau d'aspiration de poussières des mélangeurs alu/nacre et local empâtage de l'atelier ECO WBL ;
- le réseau d'aspiration de poussières du 1^{er} étage de l'atelier ECR Incolores ;
- le réseau d'aspiration de poussières de la salle 72 au D341 ;
- le réseau d'aspiration de poussières du D345 ;
- les deux réseaux d'aspiration de poussières du magasin stockage D210.

L'état des cartouches ou manches équipant les filtres des dépoussiéreurs est vérifié annuellement. Le résultat de ces contrôles et les actions menées en conséquence sont notifiés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Chaudières :

N° de conduit	Installations raccordées	Observation
1	Chaudière n° 1	Bât. A235 : gaz naturel et fioul domestique en secours
2	Chaudière n° 3	Bât. A235 : gaz naturel et fioul domestique en secours
3	Chaudière fluide thermique	Bât. A235 : gaz naturel
4	Chaudière n° 2	Bât. A235 : chaudière de secours au fioul domestique
5	Chaudière n° 5	Bât. E317 : gaz naturel
6	Chaudière n° 6	Bât. E317 : gaz naturel

Application ou séchage de peinture (bâtiments D341, D345, B215)

N° de conduit	Référence BASF	Installations raccordées	Observation
7	A004	Cabine d'application 1	Bât D345
8	A005	Cabine d'application 2	Bât D345
9	A003	Cabine d'application 3	Bât D345
10	Refinish	Cabine Refinish	Bât D345
11	A001	Cabine de séchage/étuve	Bât D345
12	Ponçage	Dépoussiéreur	Bât D345
13	ECR 1	Cabine d'application ECR 1	Bât B215
14	ECR 2	Cabine d'application ECR 2	Bât B215
15	ECO	Cabine d'application ECO	Bât B215
16	A007	Cabine OEM 1	Bât D341
17	A008	Cabine OEM 2	Bât D341
18	A009	Cabine OEM 3	Bât D341
19	A010	Cabine OEM 4	Bât D341
20	A011	Cabine ATA 5	Bât D341
20 bis	A012	Cabine ATA 5	Bât D341
21	A013	Cabine ATA 8	Bât D341
21 bis	A014	Cabine ATA 8	Bât D341
22	A022	Cabine style (ATA 9)	Bât D341
23	A027	Cabine ATA 151	Bât D341
24	A015	Cabine Refinish 1	Bât D341
24 bis	A016	Cabine Refinish 1	Bât D341
25	A017	Cabine Refinish 2	Bât D341
25 bis	A018	Cabine Refinish 2	Bât D341
26	A019	Cabine Refinish 3	Bât D341
26 bis	A020	Cabine Refinish 3	Bât D341
27	A021	Cabine climatique	Bât D341
28	Étuve salle A4	Conduit étuve	Bât D341
29	Étuve salle 53	Conduit étuves	Bât D341
30	Étuve salle 150	Conduit étuves	Bât D341
31	Étuve salle 251	Conduit étuves	Bât D341
32	Salle 072	Dépoussiéreur	Bât D341

Fabrication de peinture (Atelier B210)

N° de conduit	Référence BASF	Installation de traitement	Installations raccordées
Atelier ECR Pigmentés			
33	A005		Boas disperseurs en ligne 322, 323, 345, 818, 811, 812, 357, 358, Z128, Z1290, 486, 487 + poste de distribution
34	A037		Air ambiant pied des cuves mélangeurs 793 à 797 + 931 + R2192
35	A007		Air ambiant atelier
36	A008		Air ambiant zone stockage des déchets
37	A009		Air ambiant atelier
38	A010		Air ambiant atelier
39	A011		Air ambiant atelier
40	A012		Air ambiant atelier
41	A028		Nettoyeur conteneurs
42	A014		Air ambiant sanitaires RDC
43	A015		Air local des groupes hydrauliques
44	A017		Boas broyeurs 922 à 929 + 467 + air ambiant
45	A021		Boas mélangeurs 794 à 797 + 931
46	A031		Boas mélangeurs 576 à 589 + 602 + 604 + 627
47	E2803/A029		Boas mélangeurs 793 à 797 + 931 + air ambiant + hotte de nettoyage au solvant + postes mélange manuel petite fabrication ECO
48	A032		Poste lavage cuves / conteneurs mobiles
49	A034/D565	Dépoussiéreur	Poussières atelier ECRPigmentés
50	A043		Air ambiant zone approvisionnement
51	A030		Boas mélangeurs 205, 283 + stockeurs 284, 285 + air ambiant
52	A035		Hotte aspirante
53	A027		Boas mélangeurs 566 à 572 + 628 + 2182 à 2184 + air ambiant aux postes de conditionnement
54	A025		Air ambiant atelier
Atelier ECO Solvantés			
55	E06/A029		Air ambiant atelier
56	A019		Boas mélangeurs 208, 215, 216, 581, 582
57	A020		Boas mélangeurs bases 201 à 207 + 603 + air ambiant côté 603
58	A023		Boas mélangeurs 217 à 220, 230 + agitateurs 331 et 332
59	A026		Air ambiant atelier
60	A024		Boas mélangeurs bases 221 à 227 + 213, 214, 255, 740 + air ambiant côté 740
Atelier ECO WBL			
61	A040		Air ambiant + aspiration locale au niveau des mélangeurs
62	A041		Air ambiant atelier 1 ^{er} étage + RDC
63	A042	Dépoussiéreur	Extraction poussières mélangeurs alu/nacre et local empâtage
Atelier ECR Incolores			
64	A001	Dépoussiéreur	Réseau aspiration poussières 1 ^{er} étage
65	A002		Events des mélangeurs du 1 ^{er} étage
66	A003		Air ambiant RDC
67	A004		Boas mélangeurs + poste de mélange + air ambiant

Fabrication de résines (Atelier A140)

N° de conduit	Référence BASF	Installations raccordées
68	A007	Pied des dilueuses D750 et D1006 + air ambiant
69	A001	Air ambiant Pied du R729

N° de conduit	Référence BASF	Installations raccordées
70	A002	Air ambiant pompe 782
71	A003	Air ambiant Pied de D725
72	A004	Air ambiant pompe fluide thermique
73	A005	Air ambiant Pied du R1400
74	A006	Air ambiant R1402
75	A008	Filtre et pompe 722
76	A012	Poste de conditionnement des GRV
77	A009	Air ambiant
78	A010	Air ambiant
79	A013	Boa poste de pesée
80	E17	Sorbonne laboratoire
81	A014	Cuve à événements 786

Stockage de matières premières (magasin D210)

N° de conduit	Référence BASF	Installation de traitement	Installations raccordées
82	D210 Poudre	Dépoussiéreur	Prébatching Ateliers Peintures
83	D210 Résines	Dépoussiéreur	Prébatching Atelier Résines

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur minimale en m	Vitesse d'éjection minimale en m/s	Débit nominal en Nm3/h
Conduits n° 1, 2	9	5	19 380
Conduit n° 3	9	5	2 995
Conduit n° 4	12	5	14 560
Conduits n° 5, 6	9	5	14 560
Conduit n° 7	10	8	23 000
Conduit n° 8	10	8	21 000
Conduit n° 9	10	8	16 000
Conduit n° 10	10	8	17 000
Conduit n° 11	10	5	3 400
Conduit n° 12	10	8	6 000
Conduit n° 13	10	8	13 600
Conduit n° 14	10	8	7 800
Conduit n° 15	10	8	10 600
Conduit n° 16	10	8	15 000
Conduit n° 17	10	8	17 100
Conduit n° 18	10	8	25 000
Conduit n° 19	10	8	14 000
Conduit n° 20	10	8	10 500
Conduit n° 20 bis	10	8	13 200
Conduit n° 21	10	8	14 500
Conduit n° 21 bis	10	8	10 000
Conduit n° 22	10	8	16 500
Conduit n° 23	10	8	5 500
Conduit n° 24	10	8	13 000
Conduit n° 24 bis	10	8	15 000
Conduit n° 25	10	8	13 000
Conduit n° 25 bis	10	8	11 500
Conduit n° 26	10	8	13 100
Conduit n° 26 bis	10	8	10 000
Conduit n° 27	10	8	10 000
Conduit n° 28	10	5	1 500
Conduit n° 29	10	5	1 500
Conduit n° 30	10	8	10 000
Conduit n° 31	10	5	190
Conduit n° 32	10	5	350
Conduit n° 33	10	8	5 120
Conduit n° 34	10	8	7 000
Conduit n° 35	10	5	3 650
Conduit n° 36	10	5	3 650
Conduit n° 37	10	5	3 650
Conduit n° 38	10	8	7 900
Conduit n° 39	10	8	7 900
Conduit n° 40	10	5	3 650
Conduit n° 41	10	5	2 090
Conduit n° 42	10	5	880
Conduit n° 43	10	8	5 120
Conduit n° 44	10	8	5 120

	Hauteur minimale en m	Vitesse d'éjection minimale en m/s	Débit nominal en Nm ³ /h
Conduit n° 45	10	8	5 120
Conduit n° 46	10	5	1 140
Conduit n° 47	10	8	19 175
Conduit n° 48	10	8	5 150
Conduit n° 49	10	8	9 000
Conduit n° 50	10	8	41 500
Conduit n° 51	10	5	5 000
Conduit n° 52	10	8	5 120
Conduit n° 53	10	8	5 320
Conduit n° 54	10	8	5 120
Conduit n° 55	10	8	6 000
Conduit n° 56	10	8	5 120
Conduit n° 57	10	8	5 120
Conduit n° 58	10	8	5 150
Conduit n° 59	10	8	5 120
Conduit n° 60	10	8	5 120
Conduit n° 61	10	8	6 700
Conduit n° 62	10	8	33 000
Conduit n° 63	10	8	9 000
Conduit n° 64	10	8	11 000
Conduit n° 66	10	5	1 500
Conduit n° 67	10	8	13 500
Conduit n° 68	10	8	5 400
Conduit n° 69	10	8	5 400
Conduit n° 70	10	8	5 400
Conduit n° 71	10	8	5 400
Conduit n° 72	10	8	5 400
Conduit n° 73	10	8	5 400
Conduit n° 74	10	8	5 400
Conduit n° 75	10	8	5 400
Conduit n° 76	10	5	4 800
Conduit n° 77	10	8	9 750
Conduit n° 78	10	8	9 750
Conduit n° 79	10	5	175
Conduit n° 80	10	5	1 400
Conduit n° 82	10	8	6 000
Conduit n° 83	10	8	6 000

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals).

Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n° 1, 2, 3, 5, 6	Conduit n° 4	Conduits n° 7 à 10 + 13 à 27	Conduits n° 11 + 28 à 31	Conduits n° 12, 32, 49, 63, 64, 82, 83	Conduits n° 33 à 64 + 66 à 80
NO _x en équivalent NO ₂	100	200				
SO _x en équivalent SO ₂	35	170				
Poussières	5	50			30	
COV NM			75	50		
COV Annexe III (exprimés en acide acrylique + acrylate de méthyle + méthacrylate de méthyle + diméthylamine + triméthylamine + anhydride maléique + phénol + formaldéhyde)						20

ARTICLE 3.2.5. CONSOMMATION DE SOLVANTS ET EMISSIONS DE COV

Article 3.2.5.1. Émissions de COV

Les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV pour les secteurs de fabrication de peinture et de résines (comprenant les émissions des stockages associés) sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisée.

Le flux annuel des émissions diffuses issues des activités d'application de peintures est inférieur à 5 % de la quantité de solvants utilisée.

Article 3.2.5.2. Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations. Les installations de fabrication de peinture et résines et les installations d'application de peinture pourront donner lieu à des plans de gestion distincts. L'exploitant transmet annuellement ce plan de gestion à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations de solvants.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les consommations d'eau qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limitées aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Réseau public	50 000 m ³

Toutes dispositions dans la conception et l'exploitation des installations sont prises en vue de limiter la consommation d'eau dans les unités de production.

En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux exclusivement pluviales : eaux pluviales de toiture, routes ;
2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : rétentions des stockages vracs et eaux d'extinction d'incendie ;
3. les eaux domestiques ;
4. les eaux de purge des compresseurs ;
5. les eaux de purge des chaudières ;
6. les eaux de purge des circuits de refroidissement ;
7. les eaux souterraines dépolluées : eaux issues du pompage des eaux souterraines dans le cadre de l'exploitation de l'installation de dépollution ;
8. les eaux résiduelles comprenant :
 - les eaux de process de l'atelier A140 ;
 - les eaux de lavage des cuves et des équipements de l'atelier A235.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Point de rejet	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4	N° 5
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures blocs C, D et E	Eaux pluviales de surfaces blocs D et E + eaux des rétentions C150/E238 + eaux de purge des compresseurs	Eaux pluviales de surfaces blocs A, B, C, U, V, W + eaux pluviales de toiture V169 + eaux des rétentions C130 / B115 / B160 / B143 / B111 / B105 / B104 / A128 / A140 / W244 + eaux de purge des compresseurs	Eaux pluviales de surface et de toitures blocs A300, B300 et C300 + eaux pluviales de toiture des blocs A, B, V (hors V169) et W + eaux souterraines dépolluées + rejet n° 2 + rejet n° 3	Eaux domestiques + eaux de purge des circuits de refroidissement + eaux de purge des chaudières
Point de rejet interne	Bassin D150	Bassin E110	Bassin V141		
Exutoire du rejet		Point de rejet n° 4	Point de rejet n° 4	Réseau pluvial communal	Réseau communal de Breuil-le-Sec
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Plan d'eau artificiel de Breuil-le-Sec	Rivière « la Béronnelle »			Station d'épuration de Breuil-le-Sec

Article 4.3.3.1. Repères internes

Point de rejet	N° 4-1	N° 5-1	N° 5-2
Nom de l'exutoire	Eaux souterraines	TAR A140	TAR B210
Nature des effluents	Eaux souterraines dépolluées	Eaux de purge de TAR	Eaux de purge de TAR
Exutoire du rejet	Rivière « la Béronnelle »	Réseau communal de Breuil-le-Sec	

ARTICLE 4.3.4. AMENAGEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.4.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur les points de rejet n° 4-1, 5-1 et 5-2 sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et un point de mesure du débit. Sur le point de rejet n° 4 est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- ne pas conduire à la destruction de la faune piscicole, nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- ne pas provoquer de coloration du milieu récepteur ou être de nature à favoriser l'apparition d'odeurs ou de saveurs ;
- Température < 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.3.6. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES

Les eaux résiduelles sont récupérées en tant que déchets. Elles sont éliminées par des sociétés dûment autorisées.

ARTICLE 4.3.7. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N° 1 et 4 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3)

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	35
DCO	300
DBO ₅	30
Hydrocarbures	5
BTEX (somme des composés)	1,5

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de s'assurer qu'un ou plusieurs dispositifs adéquats (obturateurs, vannes, boudruches...) permettent à tout moment de stopper le déversement des eaux pluviales dans le réseau pluvial communal ou le plan d'eau artificiel de Breuil-le-Sec via les réseaux d'eaux pluviales de la plate-forme. Le bon fonctionnement de ces dispositifs est régulièrement vérifié, une consigne spécifique définit les conditions à respecter lors de leur mise en œuvre.

ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales susceptible d'être polluées (cf. identification à l'article 4.3.1) sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les conditions imposées à l'article 4.3.8.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSIONS DES EAUX DE PURGES DES TAR

Les rejets des eaux de purge des TAR respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921.

En particulier, l'exploitant est tenu de respecter, avant mélange avec les eaux domestiques, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 5-1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3.1)

Débit de référence	Maximal sur une période de 24 h : 10 m ³	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg)
MES	100	1
DCO	300	3
DBO ₅	100	1
AOX	1	0,01

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 5-2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3.1)

Débit de référence	Maximal sur une période de 24 h : 1 m ³	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg)
MES	100	0,1
DCO	300	0,3
DBO ₅	100	0,1
AOX	1	0,001

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'EMISSIONS DES EAUX SOUTERRAINES DEPOLLUEES

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux souterraines après traitement et avant mélange avec les eaux pluviales, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 4-1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3.1)

Débit de référence	Maximal : 36 m ³ /h	Maximal sur une période de 24 h : 864 m ³
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg)
DCO	125	100
BTEX (somme des composés)	0,5	0,4
Fe	2	1,7

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R543-66 à R543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-15 et R543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R543-196 à R543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Chaque type de déchet est clairement identifié et repéré.

La quantité de déchets entreposés sur le site doit être aussi faible que possible. En particulier, elle ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination prévue.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel n° 2005-635 du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-50 à R541-64 et R541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Nature des déchets	Niveau de gestion
Déchets non dangereux	Bois, papiers, cartons, métaux, plastiques	1
Déchets dangereux	Solvants sales	1 ou 2

Type de déchets	Nature des déchets	Niveau de gestion
	Boues	1 ou 2
	Acides / bases	1 ou 2
	Eaux souillées (lavage, résiduaire, rétention, ...)	1 ou 2
	Peintures, résines	1 ou 2
	Déchets solides souillés en mélange	1 ou 2
	Égouttures de laboratoire	
	Déchets de laboratoire	1 ou 2
	Huiles usagées	1
	Emballages souillés (fûts, conteneurs, big bags, pots en verre)	1 ou 2
	Absorbants, filtres	1 ou 2
	DEEE	1 ou 2
	Poussières	1 ou 2
	Absorbants, matériaux filtrants	1

- niveau 1 : valorisation, recyclage, régénération, réemploi ;
- niveau 2 : traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération ;
- niveau 3 : élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés.

En cas de transit, regroupement ou pré-traitement, la filière correspondant à l'élimination finale détermine le niveau de gestion.

La quantité de déchets dangereux générés par le fonctionnement normal des installations ne dépasse pas 2 00 kg par tonne produite.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R571-1 à R571-24 du code de l'environnement et des textes pris en application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de la plate forme les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour.

Le résultat de ce recensement est communiqué au Préfet tous les 3 ans.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

L'exploitant établit la liste de tous les procédés chimiques mis en œuvre dans l'établissement.

Chacun d'eux fait l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

L'exploitant dresse ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels il constitue un dossier de sécurité.

Chaque dossier sécurité comprend au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre : matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues, quantités maximales mises en œuvre ;
- caractéristiques des réactions chimiques principales avec estimation du potentiel du risque s'y rapportant ;
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation ;
- délimitation des conditions opératoires sûres du procédé, et recherche des causes éventuelles des dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre ;
- schéma de circulation des fluides et bilans matières ;
- modes opératoires ;
- consignes de sécurité propres à l'installation. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

Le dossier sécurité est complété, si besoin révisé au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le composent ou à l'occasion de toute modification du procédé ou aménagement des installations.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et autant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.

ARTICLE 7.1.3. INFORMATION PREVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines (et notamment celles de la plate forme chimique) informés des risques d'accident identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents sont susceptibles d'affecter lesdites installations.

Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Afin d'en interdire l'accès, le site est, sur l'ensemble de sa périphérie, entouré d'une clôture efficace et résistante de 2 mètres de hauteur au moins. Toutefois, il est admis que cette clôture soit remplacée par celle de la plate-forme chimique avec un contrôle des entrées.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. En cas de clôture commune sur la plate forme, le gardiennage peut-être réalisé conjointement avec les autres exploitants inclus dans la clôture de la plate-forme.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 7.2.1.2. Accessibilité des engins sur le site

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des installations.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque installation du site est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les installations et la voie « engins ».

En cas d'indisponibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'établissement et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Si le site ne peut assurer le respect de ces dispositions, l'exploitant sollicite sous un an :

- soit l'élaboration par les services de secours d'un plan Établissements Répertoriés ;
- soit un avis des services d'incendie et de secours sur les possibilités d'accès aux installations aux fins d'extinction des sinistres sur le site.

Article 7.2.1.3. Déplacement des engins de secours sur le site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;
- longueur minimale de 10 mètres ;

présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,5 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.2.2. BATIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

Les structures fermées permettent l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services d'incendie et de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage peut se faire manuellement par des commandes accessibles en toutes circonstances, placées à proximité des accès et clairement identifiées.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.2.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes (dont certaines peuvent éventuellement être intégrées dans les procédures générales de l'établissement) doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Ces consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs à la gestion du retour d'expérience.

L'exploitant transmet chaque année au Préfet une note synthétique présentant les résultats des revues de direction réalisées conformément à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1. Permis d'intervention ou permis de feu

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,

- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des mesures de maîtrise des risques, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.4.1. LISTE DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte.

Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Elle comprend a minima les mesures suivantes qui sont détaillées au titre 8 du présent arrêté :

Pour l'atelier A140 (réacteurs R1400 et R1500 et équipements associés) :

- disque de rupture sur les réacteurs relié à un catch tank ;
- soupape de sécurité sur les réacteurs reliée à un catch tank ;
- surveillance de la température du milieu dans les réacteurs avec actions automatiques (arrêt de l'incorporation de produit, refroidissement d'urgence) en cas de franchissement d'un seuil haut ou bas de température ;
- surveillance de l'introduction de matières (monomères / peroxydes) dans les réacteurs avec fermeture automatique des vannes d'introduction de matières dans le en cas de franchissement d'un seuil de débit bas ;
- surveillance de la pression dans les réacteurs et les installations d'introduction de matières avec fermeture automatique des vannes d'introduction de matières en cas de franchissement d'un seuil de pression haute dans le réacteur ou d'un seuil de pression basse entre le réacteur et les installations d'introduction de matières ;
- capteur de rotation de l'arbre de l'agitateur des réacteurs entraînant l'arrêt des incorporations en cas de non rotation de l'agitateur ;
- capteurs de position sur les vannes de fond des réacteurs et les vannes des circuits d'alimentation ;
- inertage à l'azote des réacteurs et des dilueuses ;
- système d'extinction automatique à mousse.

Pour le bâtiment B210 :

- raccords spécifiques pour les flexibles à raccordement manuel des cuves de fabrication ;
- surveillance du niveau de certaines cuves avec arrêt du remplissage en cas de franchissement d'un seuil de niveau haut ;
- inertage à l'azote de certaines cuves ;
- système d'extinction automatique à mousse dans les ateliers.

Pour les magasins C210 et D210 :

- système d'extinction automatique à mousse avec des réseaux intermédiaires au niveau des racks de stockage.

Pour le local de stockage de solides facilement inflammables :

- système d'extinction automatique à mousse ;
- isolement du magasin D210 par des murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) et une porte coupe-feu de degré 1 heure (EI 60).

Pour le local de stockage de peroxydes V255 :

- stockage des produits dans leur emballage d'origine ;
- système d'extinction automatique de type déluge ;
- deux groupes froid redondants ;
- dispositions constructives (murs et porte coupe-feu de degré 2 heures).

Pour la zone de stockage vrac B115 :

- surveillance du débit de liquide de refroidissement de l'installation de refroidissement avec mise en sécurité en cas de franchissement d'un seuil de débit bas ;
- surveillance de la température de refroidissement de l'installation de refroidissement avec mise en sécurité en cas de franchissement d'un seuil de température haute ;

- surveillance de la température des pompes de recirculation des monomères avec arrêt des pompes de recirculation des monomères en cas de franchissement d'un seuil de température haute ;
- surveillance de la température dans les réservoirs de stockage de monomères ;
- surveillance du niveau des réservoirs de stockage avec arrêt des pompes de dépotage ou de remplissage de l'atelier A140 en cas de franchissement d'un seuil de niveau haut ;
- système d'extinction automatique à mousse dans les cuvettes de rétention ;
- surveillance de la température des pompes de dépotage avec arrêt des pompes de dépotage en cas de franchissement d'un seuil de température haute ;
- indicateur de passage de liquide au niveau des pompes de dépotage avec arrêt automatique de la pompe en cas d'absence de circulation de liquide ;
- système d'extinction automatique aux postes de dépotage ;
- asservissement du fonctionnement des pompes de dépotage à la mise à la terre des camions.

Pour les chaufferies :

- coupure de l'alimentation en gaz par deux vannes redondantes asservies à la détection gaz dans les locaux et sur les brûleurs et à un pressostat.

Ces mesures de maîtrise des risques répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. En particulier, elles ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action. Elles sont contrôlées périodiquement et maintenues au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes ;
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.4.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDES

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité automatiques des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 7.4.3. GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de mesures techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockés et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

ARTICLE 7.5.9. ÉTANCHEITE DES FOSSES DE STOCKAGE DES EAUX RESIDUAIRES

L'exploitant réalise tous les 3 ans un contrôle d'étanchéité des fosses de stockage des eaux résiduaires identifiées à l'article 4.3.1 du présent arrêté. Une procédure spécifique est mise en place. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats sont consignés sur un registre spécial.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement bénéficie pour ses besoins en eau du réseau de la plate-forme. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant dispose sur le site de la plate-forme d'une réserve en eau d'une capacité minimale de 1 800 m³.

De plus, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement ;
- de robinets d'incendie armés judicieusement répartis dans les ateliers et magasins de stockage ;
- de réserves en émulseurs d'une capacité minimale de 13 000 litres adaptés aux produits présents sur le site.

Les établissements de la plate-forme disposent d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Article 7.6.5.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse deux cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I..

Article 7.6.5.2. Plan d'opération interne

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. en application de l'article 1^{er} du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement.

Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I., cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le P.O.I. de la société BASF COATINGS SAS doit inclure les personnels des sociétés extérieures intervenant sur la plate forme, y compris à disposition d'un autre exploitant, non couverts par un P.O.I. qui leur serait propre. Le P.O.I. de la société BASF COATINGS prévoit pour ces personnels des moyens de transmission de l'alerte, des consignes et, le cas échéant, des moyens de protection ; ces personnels doivent participer aux exercices P.O.I..

La société BASF COATINGS SAS s'assure que le P.O.I. des autres exploitants de la plate forme qui en disposent intègre ses propres dangers. Elle tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées tout justificatif de cette vérification. Notamment, cette vérification s'assure que le P.O.I. des autres exploitants :

- contient la description des mesures à prendre en cas d'accident chez un autre industriel de la plate forme,
- prévoit un dispositif permettant de déclencher rapidement l'alerte en cas d'activation du P.O.I. par un autre industriel de la plate forme,
- prévoit une information des autres industriels de la plate forme en cas de modification du P.O.I.,
- précise quel chef d'établissement prend la direction des secours en cas de déclenchement du P.O.I.,
- formalise l'information des autres industriels de la plate forme en cas de retour d'expérience susceptible d'avoir un impact sur ceux ci,
- prévoit une rencontre régulière des chefs d'établissement de la plate forme ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. ; ces tests incluent la participation des exploitants de la plate forme.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. pour chaque modification notable ; l'avis du comité est transmis au Préfet.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I. qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

ARTICLE 7.6.6. PROTECTION DES POPULATIONS

Article 7.6.6.1. Alerte par sirène

L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.

Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant (ou par le directeur des opérations internes de la plate-forme) à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.

Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.

En liaison avec le service interministériel de défense et de protection civile (SID-PC) et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en "vraie grandeur" en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.

Article 7.6.6.2. Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur

En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur, est fixé en concertation avec les services de la Protection Civile et l'inspection des installations classées ; il comporte au minimum les points suivants :

- le nom de l'exploitant et l'adresse du site,
- l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations,
- l'indication des règlements de sécurité et des études réalisées,
- la présentation simple de l'activité exercée sur le site,
- les dénominations et caractéristiques des substances et préparations à l'origine des risques d'accident majeur,
- la description des risques d'accident majeur y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement,
- l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur,
- les comportements à adopter en cas d'accident majeur,

- la confirmation que l'exploitant est tenu de prendre des mesures appropriées sur le site, y compris de prendre contact avec les services d'urgence afin de faire face aux accidents et d'en limiter au minimum les effets avec indication des principes généraux de prévention mis en œuvre sur le site,
- une référence aux plans d'urgence et à leur bonne application,
- les modalités d'obtention d'informations complémentaires.

ARTICLE 7.6.7. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 7.6.7.1. Bassin de confinement

Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement (E110, V141, F150) étanches aux produits collectés et d'une capacité individuelle minimum de 1 500 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9.

Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement sont signalés et peuvent être actionnés en toutes circonstances, automatiquement ou manuellement en local.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921. En particulier, les installations sont vidangées, nettoyées et désinfectées au moins une fois par an dans les conditions définies au paragraphe 3 de l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé.

CHAPITRE 8.2 ATELIER A140

ARTICLE 8.2.1. DISPOSITIONS RELATIVES AUX REACTEURS

Les dispositions du présent article sont applicables à la fabrication d'acryliques sur les réacteurs R1400 et R1500.

Les réacteurs sont équipés d'un circuit de refroidissement dont le dimensionnement est défini sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des enthalpies et de la cinétique des réactions d'emballement.

Les réacteurs sont équipés d'un disque de rupture dont la pression de tarage est définie sous la responsabilité de l'exploitant et qui est relié à un dispositif de collecte en rétention capable de contenir la totalité du volume en réaction (catch tank).

Les réacteurs sont équipés d'une soupape de sécurité dont la pression de tarage définie sous la responsabilité de l'exploitant est inférieure à celle du disque de rupture et qui est reliée à un dispositif de collecte en rétention capable de contenir la totalité du volume en réaction (catch tank).

Surveillance de la température du milieu dans les réacteurs (dispositif de sécurité géré par un automate de sécurité de niveau de confiance SIL 2) :

Les réacteurs sont équipés d'un dispositif de mesure de la température composé d'au moins deux sondes indépendantes. La mesure de température est reportée en salle de contrôle.

Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant ou la défaillance d'une des sondes entraînent la fermeture automatique des vannes d'introduction de matière dans le réacteur ainsi que la mise en œuvre automatique du système de refroidissement d'urgence et le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Le franchissement d'un seuil de température basse défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne la fermeture automatique des vannes d'introduction de matière dans le réacteur et le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Surveillance de l'introduction de matières dans les réacteurs en cours de réaction (dispositif de sécurité géré par un automate de sécurité de niveau de confiance SIL 2) :

Les installations d'introduction de matières (monomères / peroxydes) dans les réacteurs sont équipées d'un dispositif de mesure de débit composé d'au moins deux débitmètres indépendants. Le franchissement d'un seuil de débit bas défini sous la responsabilité de l'exploitant ou la défaillance d'un des débitmètres entraînent la fermeture automatique des vannes d'introduction de matières dans le réacteur ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Surveillance de la pression dans les réacteurs (dispositif de sécurité géré par un automate de sécurité de niveau de confiance SIL 2) :

Les réacteurs et les installations d'introduction de matières dans les réacteurs sont équipés d'un dispositif de mesure de pression composé d'au moins deux sondes indépendantes par équipement (réacteurs et cuves d'alimentation). Le franchissement d'un seuil de pression haute dans un réacteur défini sous la responsabilité de l'exploitant ou d'un seuil de pression basse entre le réacteur et les installations d'introduction de matières défini sous la responsabilité de l'exploitant ou la défaillance d'une des sondes entraînent la fermeture automatique des vannes d'introduction de matières dans le réacteur ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Une défaillance de l'automate de régulation du réacteur entraîne la fermeture automatique des vannes d'introduction de matières dans les réacteurs ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

L'arbre de l'agitateur des réacteurs est équipé d'un capteur de rotation. La détection d'un défaut d'agitation entraîne la fermeture automatique des vannes d'introduction de matières dans le réacteur ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

La vanne de fond des réacteurs et les vannes des circuits d'alimentation des réacteurs et des dilueuses sont équipées de capteurs de position. L'ouverture de la vanne de fond des réacteurs est asservie au positionnement des vannes des circuits d'alimentation.

Les réacteurs sont équipés d'un dispositif d'inertage permanent à l'azote. La pression d'azote dans les réacteurs est mesurée en continu. Le franchissement d'un seuil de pression basse entraîne le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

ARTICLE 8.2.2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DILUEUSES

Les dilueuses sont équipées d'un dispositif d'inertage à l'azote.

Les dilueuses sont équipées d'un disque de rupture dont la pression de tarage est définie sous la responsabilité de l'exploitant.

Les dilueuses sont équipées d'une sonde de niveau. Le franchissement d'un niveau haut défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

ARTICLE 8.2.3. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

La salle de contrôle de l'atelier A140 est séparée du reste de l'atelier par un mur séparatif ordinaire de classe REI 120 (coupe feu 2 heures) et un vitrage de classe EI 60 (coupe feu 1 heure).

L'atelier A140 est équipé d'un système d'extinction automatique (sprinkler) à mousse conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

L'atelier A140 est équipé de sondes de détection d'explosimétrie. Le franchissement d'un seuil de concentration défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne le passage en grande vitesse des extracteurs d'air de l'atelier ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore reportée au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

CHAPITRE 8.3 BATIMENT B210

ARTICLE 8.3.1. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

Les ateliers ECO, ECR Pigmentées et ECR Incolores du bâtiment B210 sont équipés d'un système d'extinction automatique (sprinkler) à mousse conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

ARTICLE 8.3.2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CUVES DE FABRICATION

Les flexibles à raccordement manuel des cuves de fabrication des ateliers ECO, ECR Pigmentées et ECR Incolores du bâtiment B210 sont équipés de raccords spécifiques permettant d'éviter un déboîtement de flexible lors des opérations de production.

Les cuves n° 284 et 285 situées dans l'atelier ECR Pigmentées et la cuve R2351 de l'atelier ECR Incolores sont équipées d'une sonde de niveau. Le franchissement d'un seuil de niveau haut défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne l'arrêt automatique du remplissage de ces cuves ainsi que le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les cuves de fabrication de l'atelier ECR Incolores sont équipées d'un dispositif d'inertage à l'azote.

CHAPITRE 8.4 UTILITES

Le réseau de distribution d'azote est équipé d'un détecteur de niveau de pression. En cas de franchissement d'un seuil de pression basse défini sous la responsabilité de l'exploitant, le réseau de distribution d'azote est secouru par le réseau d'azote cryogénique associé à un réservoir dont le volume, défini sous la responsabilité de l'exploitant, permet d'assurer la continuité de la sécurité.

Le réservoir d'azote cryogénique est équipé d'une sonde de niveau. Le franchissement d'un seuil de niveau bas défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme comprenant a minima l'arrêt des activités de production nécessitant l'usage d'azote.

CHAPITRE 8.5 ATELIER A235

L'atelier A235 est équipé d'un système d'extinction automatique (sprinkler) conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

CHAPITRE 8.6 MAGASINS C210 ET D210

ARTICLE 8.6.1. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

Les magasins C210 et D210 sont équipés d'un système d'extinction automatique (sprinkler) à mousse conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. L'installation d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires au niveau de chaque rack de stockage.

ARTICLE 8.6.2. STOCKAGE DE PEROXYDES DANS LE MAGASIN C210

Le magasin C210 dispose d'une aire de stockage uniquement dédiée au stockage de peroxydes organiques. Cette aire fait l'objet d'un marquage au sol. Ses abords sont maintenus en permanence en parfait état d'ordre et de propreté.

Les peroxydes sont stockés dans leur emballage d'origine et regroupés en palettes. La masse des regroupement ne dépasse pas 1 200 kg.

Pour assurer une bonne circulation de l'air, sont maintenus :

- un espace d'au moins 15 centimètres entre les palettes et la paroi du magasin ;
- un espace d'au moins 10 centimètres entre les palettes.

Le magasin est équipé d'une sonde de température. Un seuil de température de première alerte et un seuil de température d'urgence sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction de la température de décomposition auto-accélérée des peroxydes stockés. Une consigne de suivi de la température est définie. Elle prévoit notamment un relevé au moins une fois par jour de la température mesurée. Elle définit les actions à mettre en œuvre en cas de constat du franchissement des seuils définis. Le résultat des relevés de température est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.7 LOCAL DE STOCKAGE DE SOLIDES INFLAMMABLES

Le local de stockage de solides facilement inflammables est séparé du magasin D210 par un mur coupe-feu de classe REI 120 (coupe-feu 2 heures) et une porte coupe-feu de classe EI 60 (coupe-feu 1 heure).

Le local de stockage de solides facilement inflammables est équipé d'un système d'extinction automatique (sprinkler) à mousse conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Le local de stockage de solides facilement inflammables est équipé de sondes de détection d'explosimétrie. Le franchissement d'un seuil de concentration défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne la coupure de l'alimentation électrique du local ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore reportée au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

CHAPITRE 8.8 LOCAL DE STOCKAGE DE PEROXYDES V255

Le local de stockage V255 est exploité conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques. En particulier, il répond aux dispositions suivantes :

Le local V255 est destiné exclusivement au stockage de peroxydes organiques liquides à l'exclusion des peroxydes du groupe de risque Gr1.

Les produits sont stockés dans leur emballage d'origine de capacité unitaire inférieure à 60 litres.

L'installation respecte les distances d'éloignement définies ci-après :

- D2 : distance minimale séparant l'installation contenant des peroxydes et la limite de la plate-forme : 56 mètres ;
- D1 : distance minimale séparant l'installation contenant des peroxydes organiques des autres installations susceptibles de porter atteinte, par effet domino, aux intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement : 25 mètres au sud et 35 mètres pour les autres façades.

Les caractéristiques de construction des cellules sont les suivantes :

- murs extérieurs de classe REI 120 (coupe-feu 2 heures) ;
- portes de classe EI 120 (coupe-feu 2 heures) ;
- sol imperméable et incombustible (A1) sur rétention ;
- toit frangible.

Le local est protégé par une installation d'extinction automatique de type déluge. Elle assure un débit minimum de 20 l/min/m² de surface au sol pendant une durée minimale d'une heure. Le déclenchement automatique commandé par détection de flamme (2 détecteurs minimum) et de fumée (2 détecteurs minimum) est doublé d'un système de déclenchement manuel de secours dont la commande est distinctement repérée et accessible en toute circonstance.

Un groupe froid permet de conserver une température dans le local inférieure à 15°C en toute circonstance. Un groupe froid de secours redondant permet d'assurer la même fonction en cas de défaillance du premier groupe froid. Un groupe électrogène permet de pallier un problème d'alimentation électrique de ces groupes froid. Les groupes froid, la commande d'arrêt des groupes froid et le groupe électrogène sont installés à l'extérieur du local et séparés par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) différent de celui du local. Un dysfonctionnement ou un arrêt d'un groupe froid ou la mise en route du groupe électrogène entraîne le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Le local est équipée d'une sonde de température. Un seuil de température de première alerte et un seuil de température d'urgence sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction de la température de décomposition auto-accélérée des peroxydes stockés. Le franchissement de ces seuils déclenche une alarme visuelle et sonore au poste de garde et une alarme visuelle au niveau du local. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

CHAPITRE 8.9 ZONE DE STOCKAGE VRAC B115

ARTICLE 8.9.1. RESERVOIRS DE STOCKAGE

Chaque compartiment des réservoirs de stockage est équipé d'un évent pare-flamme.

Chaque compartiment des réservoirs de stockage est équipé d'un dispositif de mesure du niveau. Le franchissement d'un seuil de niveau haut défini sous la responsabilité de l'exploitant déclenche l'arrêt automatique de la pompe de dépotage de la zone B115 ou de la pompe de transfert de l'atelier A140 ainsi qu'une alarme visuelle et sonore au poste de dépotage ou dans l'atelier A140. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les réservoirs de stockage sont équipés d'une couronne d'arrosage à déclenchement manuel correctement dimensionnée.

Les cuvettes de rétention sont équipées d'un système d'extinction automatique à mousse correctement dimensionné. Le déclenchement automatique est doublé d'un système de déclenchement manuel de secours dont la commande est distinctement repérée et accessible en toute circonstance.

Chaque compartiment des réservoirs de stockage de monomères est équipé d'au moins deux sondes de température judicieusement réparties. Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant déclenche une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle de l'atelier A140 reportée au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

ARTICLE 8.9.2. POSTES DE DEPOTAGE

Les pompes de dépotage sont équipées d'un indicateur de passage de liquide. L'absence de circulation de liquide entraîne l'arrêt automatique de la pompe.

Les pompes de dépotage de monomères sont équipées d'une sonde de température. Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne l'arrêt automatique de la pompe de dépotage.

Les postes de dépotage sont équipés d'un système d'extinction automatique (sprinkler) conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

ARTICLE 8.9.3. INSTALLATION DE RECIRCULATION ET DE REFROIDISSEMENT DES CUVES DE STOCKAGE DE MONOMERES

Les réservoirs de stockage de monomères sont équipés d'une boucle de recirculation permettant notamment la dispersion d'un éventuel point chaud dans le réservoir ou les tuyauteries. La recirculation s'effectue automatiquement sous une fréquence définie sous la responsabilité de l'exploitant.

Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant ou la défaillance d'une sonde de température dans un réservoir de monomère entraîne le refroidissement des monomères.

Le bon fonctionnement du refroidissement est assuré par la surveillance du débit et de la température du liquide de refroidissement. Le franchissement de paramètres de sécurité définis pour ces deux fonctions sous la responsabilité de l'exploitant entraîne la mise en sécurité de l'installation ainsi qu'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle de l'atelier A140 reportée au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

Les pompes de recirculation des monomères sont équipées d'une sonde de température. Le franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant ou la défaillance de la sonde entraînent l'arrêt automatique des pompes de recirculation des monomères ainsi que le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle de l'atelier A140 reportée au poste de garde. Une consigne écrite définit les actions à mettre en œuvre à la survenue de cette alarme.

CHAPITRE 8.10 INSTALLATIONS DE DECHARGEMENT DE PRODUITS DANGEREUX

Les dispositions du présent chapitre concernent a minima les installations de déchargement de la zone de stockage vrac B115.

Avant le début d'une opération de déchargement, l'exploitant s'assure, notamment à travers le respect d'une procédure, d'une part de la nature du produit contenu dans la citerne et, d'autre part, que la capacité disponible dans les réservoirs est supérieure au volume de la citerne à dépoter et que les réservoirs peuvent recevoir le volume de produit qui leur est destiné. Toute opération de dépotage de camion-citerne est systématiquement surveillée par au moins une personne, soit le chauffeur, soit un opérateur dûment habilité.

Le déchargement ne se fait pas en pleine voie de circulation mais sur des aires réservées à cet effet ou bénéficiant d'une signalisation (barrière mobile ou équivalent). Elles sont aménagées pour permettre la récupération des éventuels écoulements accidentels.

Toutes dispositions nécessaires sont prises pour interdire tout mouvement intempestif du véhicule en cours de déchargement. Pendant l'opération de déchargement, le moteur du véhicule est à l'arrêt sauf exception (utilisation d'un camion pompe ou avec compresseur).

Les installations de déchargement disposent d'arrêts d'urgence.

Les camions sont mis à la terre pendant le déchargement. Pour le déchargement vers les réservoirs de la zone de stockage vrac B115, une sécurité empêche le dépotage en cas d'absence de mise à la terre du camion.

CHAPITRE 8.11 RESERVOIRS DE STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

L'exploitant met en place sur les réservoirs listés ci-dessous des événements (ou autres dispositifs de décharge d'efficacité équivalente) correctement dimensionnés pour pouvoir considérer que les effets d'une boule de feu associée au phénomène de pressurisation des bacs de liquides inflammables pris dans un incendie tel que défini dans la circulaire du 23 juillet 2007 relative à l'évaluation des risques et des distances d'effets autour des dépôts de liquides inflammables et des dépôts de gaz inflammables liquéfiés sont physiquement impossibles. Les documents attestant de la mise en œuvre de ces dispositions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

N° du réservoir (référence : étude de dangers version août 2009)	Échéance
V51, V11, V12, B9002B, B9004B, 617	31/12/2012
V185, V21, V22, V23B, V24H, V25B, V26H, V52, V44, B9001B, B9003H, B9040B, B9042H, B9043, B9055B, B9056H, 618	31/12/2013

CHAPITRE 8.12 ZONES DE STOCKAGE EXTERIEURES B105 ET C130/C150

L'exploitant réalise avant le 31 décembre 2010 une étude technico-économique de réduction des risques associés au phénomène d'incendie des zones de stockage extérieures B105 et C130/C150. L'étude a pour but de ramener à cinq ou moins le nombre de phénomènes dangereux en cases « MMR de rang 2 » du fait du nombre de personnes exposées à des effets létaux au sens de la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits SEVESO dans l'étude de dangers de l'établissement (référence de l'étude : août 2009 et complément du 10 octobre 2009).

L'étude présente les différentes options de réduction possibles. Elle est établie sur la base d'un bilan coûts-avantages qui doit permettre de justifier l'option susceptible d'être retenue.

Les solutions retenues parmi les mesures préconisées par cette étude sont mises en œuvre avant le 31 décembre 2012.

Le cas échéant, les dispositifs de sécurité mis en œuvre sont identifiés comme mesures de maîtrise des risques définies au chapitre 7.4 du présent arrêté.

CHAPITRE 8.13 CHAUFFERIES A235 ET E317

Les chaufferies A235 et E317 et leurs équipements respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion).

En particulier, en l'absence de dispositions constructives séparatives, les appareils de combustion sont implantés à une distance minimale de 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Un dispositif de coupure indépendant de tout équipement de régulation de débit permet d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz dont un au moins situé au droit du brûleur de chacune des chaudières et à un pressostat. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Un organe de coupure rapide équipe chaque chaudière au plus près de celle-ci.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

CHAPITRE 8.14 ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Le local du bâtiment C210 est séparé du magasin par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI 120).

Le local du bâtiment D210 est séparé du magasin par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI 120).

Le local B268 et les locaux des bâtiments C210 et D210 sont équipés d'une ventilation mécanique au débit correctement dimensionné pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. La charge des accumulateurs est asservie au fonctionnement de cette ventilation.

Le local A210 est conçu de telle sorte qu'il ne peut y survenir de point d'accumulation d'hydrogène. Il est constitué d'un simple auvent.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 9.2.1.1. Chaudières

Pour les rejets n° 1, 2, 3, 5 et 6 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Triennale
O ₂	
NO _x	

En cas d'utilisation de la chaudière n° 2 (chaudière de secours), l'exploitant réalise une mesure du débit et des concentrations en O₂, poussières et NO_x sur le rejet n° 4 (cf. repérage du rejet sous l'article 3.2.2).

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Article 9.2.1.2. Application et séchage de peinture

Pour les rejets n° 7 à 11 et 13 à 31 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
COV NM	

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Article 9.2.1.3. Fabrication de peinture et de résines

Pour les rejets n° 33 à 48, 50 à 62 et 66 à 80 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Triennale
COV NM	
COV Annexe III (exprimés en acide acrylique + acrylate de méthyle + méthacrylate de méthyle + di-méthylamine + triméthylamine + anhydride maléique + phénol + formaldéhyde)	
	Environ 1/3 des rejets répartis sur l'ensemble des ateliers contrôlés l'année N
	Environ 1/3 des rejets répartis sur l'ensemble des ateliers contrôlés l'année N + 1
	Environ 1/3 des rejets répartis sur l'ensemble des ateliers contrôlés l'année N + 2

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Pour les rejets n° 65 et 81 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
COV NM	
COV Annexe III (exprimés en acide acrylique + acrylate de méthyle + méthacrylate de méthyle + diméthylamine + triméthylamine + anhydride maléique + phénol + formaldéhyde)	

Pour le débit et les COV NM, les mesures sont effectuées sur une durée minimale de 24 heures, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Pour les COV annexe III, les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Article 9.2.1.4. Installations de dépoussiérage

Pour les rejets n° 12, 32, 49, 63, 64, 82 et 83 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Triennale
Poussières	

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES CONSOMMATIONS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement.

Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Article 9.2.3.1. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet n° 4 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3)	
DCO, DBO ₅ , MES, hydrocarbures, BTEX	Trimestrielle

Les dispositions du présent article peuvent être mises en œuvre en coordination avec les autres exploitants de la plate-forme.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX DE PURGE DES TAR

Une mesure du débit, du pH, de la température et des concentrations en MES, DCO, DBO₅ et AOX est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES DE POLLUEES

Article 9.2.5.1. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux souterraines dépolluées issues du rejet n° 4-1 (Cf. repérage des rejets sous l'article 4.3.3.1)	
Débit	Continu
DCO, BTEX, Fe	Bimensuelle

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Article 9.2.6.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 9.2.7.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Cette mesure peut être établie en coordination avec les autres exploitants de la plate-forme.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Dès qu'ils sont disponibles, les résultats des mesures et analyses imposées à l'article 9.2.1 sont transmis à l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Dès qu'ils sont disponibles, les résultats des mesures et analyses imposées à l'article 9.2.3 sont transmis à l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 9.3.4. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.6 doivent être conservés cinq ans.

ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.7 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- des déchets (déchets dangereux produits ou déchets dangereux traités ou déchets non dangereux stockés, incinérés, compostés, méthanisés) ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'eau quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.4.2. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R512-45 du code de l'environnement sous un délai conforme à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du C.E ;
- une analyse des meilleures techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement ;
- des propositions de d'amélioration de la protection de l'environnement par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en œuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant.
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

TITRE 10 - ECHEANCES

Article	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
1.6.2	Mise à jour de l'étude de dangers	31/12/2013
8.11	Remplacement des événements de certains réservoirs de stockage de liquides inflammables	31/12/2012 + 31/12/2013
8.12	Étude de réduction des risques associés au phénomène d'incendie des zones de stockage B105 et C130/C150 + mise en œuvre des solutions retenues	31/12/2010 + 31/12/2012